

Pour tout contact :

☎ 06 17 48 06 20

💻 ttpoid64@gmail.com

🏠 latribunedestravailleurspoid64.blogspot.com & <https://latribunedestravailleurs.fr/>
Pour toute contribution financière : Sophie BELLOCQ, mandataire financier d'Eric DELTEIL



PARTI OUVRIER INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

**« Des mesures d'urgence pour
protéger les travailleurs,
les chômeurs, les jeunes »**



À la position publique du Député M. Habib qui, au lendemain de la fermeture de la Maternité d'Orthez en septembre 2014, a déclaré :

« Nul ne peut raisonnablement demander sa réouverture », nous opposons, avec la population du bassin, la nécessité absolue de sa réouverture, ainsi que celle des services fermés de l'Hôpital d'Orthez. Il s'agit de la santé des citoyens, et ce droit à la santé et l'accès aux soins a été conquis par nos aînés en 1945 à travers la constitution de la Sécurité Sociale.

À la position et aux votes successifs du Député M. Habib **sur la Loi El Khomri** (détruisant les bases du code du travail, donnant la primauté aux accords d'entreprises permettant ainsi aux employeurs de rendre les salariés « taillables et corvéables à merci », plafonnant les indemnités de licenciement, remettant en cause les tribunaux prud'homaux), **nous opposons la nécessaire abrogation de la Loi El Khomri et le rétablissement du code du travail** qui constitue les garanties minimales pour les salariés.

À la position publique du Député M. Habib, lequel dès 2010 **soutenait la Loi Sarkozy et a soutenu la Loi NOTRé** (visant à faire disparaître les communes, à opérer leur regroupement forcé dans les grandes intercommunalités et ensuite à mettre en place les « communes nouvelles », entités de 10000 habitants minimum, dont le but avoué par l'ancien gouvernement Hollande-Valls est la suppression de plus de 150000 fonctionnaires territoriaux), **nous opposons la liberté des communes de s'associer, donc leur liberté de se dissocier**. C'est pour cette raison, et devant le véritable maelstrom organisé par le maire d'Orthez, que **nous avons dès le départ soutenu les citoyens de Ste Suzanne qui veulent la « défusion » d'avec Orthez.**

Aux votes du Député M. Habib durant son dernier mandat, qui a sans cesse accompagné l'ensemble des mesures de régression sociale du gouvernement Hollande-Valls, (en particulier le pacte de responsabilité, le pacte de stabilité, exigés par l'Union européenne, dont les conséquences sont la réduction du nombre d'écoles et de classe dans le département : 13 suppressions de classes pour la rentrée 2017 dans notre circonscription...) **nous opposons, le rétablissement des classes supprimées, le rétablissement des bureaux de poste de plein exercice, la réouverture des centres des finances fermés, le rétablissement des dotations de l'Etat spoliées aux communes.**

Aux licenciements qui se préparent sur le **Bassin de Lacq** par des fonds spéculatifs comme chez Yara, **nous opposons la nécessité d'une loi interdisant les licenciements** et la renationalisation du groupe Total qui fait des dizaines de milliards euros de bénéfice tous les ans, assurant de ce fait les emplois sur le bassin, en particulier dans la sous-traitance.

Au moment où sont publiés les chiffres du chômage, conduisant à une augmentation continue depuis 10 ans et en particulier à une hausse de 2,3% cette année dans le département, **l'ouverture pérenne du lundi au vendredi d'une antenne de Pôle emploi et d'une antenne de la CAF à Orthez est plus que nécessaire.**

À la déclaration **d'allégeance du Député M. Habib au gouvernement Macron**, pour poursuivre et aggraver la politique du gouvernement Hollande-Valls qui fait le lit de la montée du FN, **nous opposons la nécessité de véritables représentants du peuple pour le peuple qui défendent au point de départ les intérêts des salariés.**

**Le 11 juin 2017, Votez pour les candidats
du Parti Ouvrier Indépendant Démocratique**

**Votez Eric DELTEIL
et Catherine DELEBARRE-SPITZER**

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante** souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, nous opposons la **lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

